

L'individu, l'individualisme et la société

page 2 : avertissement

page 2 : Introduction

page 2 : Un individu bien malade

page 3 : Des remèdes qui n'en sont pas

page 6 : Une inégalité sociale de l'individu

page 10 : Quelle histoire de l'individu ?

page 14 : Individu, communauté, communautarisme

avertissement

Avant de rentrer dans le vif du sujet, nous nous mettrons d'accord sur un point : des sociétés, il en a existé un bien grand nombre, dans le passé, et il en existe de fort diverses dans le présent, même si la plupart des hommes n'en connaissent qu'une, la leur, même si également, quelques modèles en nombre très réduit sont en situation largement dominante. Justement, ce qui va surtout faire l'objet de notre attention, c'est la société capitaliste contemporaine, telle qu'elle vit, se modifie et se reproduit dans des régions comme l'Europe, les Etats-Unis. Lorsque nous parlerons d'elle, nous nous contenterons donc de dire « la société » mais nous ne perdrons jamais de vue qu'elle n'est qu'une parmi d'autres.

Introduction

Si nous avons choisi d'essayer de traiter ce sujet, c'est qu'il y a dans la période que nous vivons de gros problèmes concernant l'individu et son rapport à la société.

Dans « la société » actuelle, l'individu connaît un grave problème. L'individu, c'est chacun de nous. Et la société ne cesse de demander à chacun des individus de se prendre en charge, de s'assumer, de gérer sa vie, de devenir autonome, d'être responsable. En même temps, elle proclame haut et fort que c'est ainsi que se construit une démocratie, régime où, nous dit-on, les individus sont le plus libre possible. Et l'on nous rappelle pour mieux enfoncer le clou que toutes les autres tentatives ont abouti à nier l'individu, que ce soit sous la Chine de Mao, en URSS ou d'une manière générale dans les régimes que les dirigeants actuels qualifient de « communistes ».

En clair, le communisme, c'est le totalitarisme, l'interdiction de l'existence de l'individu en tant que tel. Tandis que le régime social actuel est une quête de liberté, donc d'épanouissement de soi, l'expression de l'individu.

Un individu bien malade

Quand même, la société reconnaît qu'il y a des problèmes. Il serait difficile de le nier : nombre d'individus vont mal. On trouve facilement des chiffres qui tentent de cerner le mal-être des individus dans la société. Par exemple, le pourcentage de personnes seules en France, plus exactement vivant seules dans leur appartement, ce pourcentage a doublé entre 1962 et 2000, où il représente 12,6% de la population. Et la moitié d'entre elles ont moins de 60 ans.

Autre chiffre : le taux des décès par suicide pour 10 000 habitants en France est passé de 1,79 à 2,13 de 1968 à 1998, soit une hausse de 20%. Enfin, la prévalence (nombre à un moment donné sans distinguer les cas nouveaux ou anciens) des dépressions en France a été multipliée par 6 entre 1970 et 1997.

On trouve aussi des analyses concernant les problèmes que rencontrent les individus. En voici par exemple une assez intéressante d'un sociologue, François Dubet, concernant les jeunes des cités. Disons tout de suite que les sociologues, comme les autres corporations, ont leur jargon, et qu'il ne faut pas trop s'y arrêter. Souvent la fin d'une phrase éclaire ce qui risque sinon de nous arrêter.

« En fait, écrit Dubet, ces jeunes ne cessent de balancer entre plusieurs logiques largement contradictoires face auxquelles ils n'existent comme des sujets que dans leur effort épuisant, pour eux et pour les autres, pour construire leur autonomie et leur personnalité. »

Les jeunes ne parviennent pas à se construire une identité, explique ce sociologue, parce qu'ils doivent le faire dans une société elle-même en voie de désintégration. Et c'est ce qui les conduit à construire des « *identifications locales, pluriethniques* » (SH 169). Les jeunes des banlieues, poursuit Dubet, « *ne sont pas en rupture totale avec la société (...). Ils sont sollicités en permanence par les modèles de la société de consommation, et engagés dans un processus d'intégration sociale par l'imprégnation des médias, par le conformisme culturel, et surtout par l'école. Le problème vient de ce que ces modèles de participation les aspirent fortement tout en les excluant de toute participation réelle, développant une logique de conformisme frustré conduisant vers une rationalité délinquante* »

Ces jeunes éprouvent, ajoute Dubet, « *un vif sentiment de domination (une domination qu'ils subissent, Ndr) tout en étant incapables de désigner les causes et les acteurs de cette domination et incapables de transformer cette domination en conflit. Cette situation explique la rage de ces jeunes, ce que le cinéaste Matthieu Kassovitz a décrit dans La Haine.* »

On pourrait ainsi citer longuement les problèmes sous bien des angles pour les diverses catégories d'individus, les vieux, les précaires, les chômeurs, les handicapés... et même les riches.

Mais à tout ceci, quelle est la réponse de la société ? La société ne se remet pas en cause. Elle laisse entendre au contraire que si elle-même va mal, c'est dû aux individus. Et c'est ce que l'on entend presque toujours : c'est la nature humaine qui veut cela ; vu nos origines animales, il ne faut pas s'étonner de certains comportements. L'homme serait un ex animal sauvage, non civilisé, et c'est la société, la vie en société qui, avec difficulté, permettrait de le civiliser.

Les difficultés viendraient donc de ce que la société a un long et lent travail à faire consistant à nous civiliser, ce qui ne nous est pas naturel. Il y aurait donc une sorte d'opposition, dès l'origine, entre l'homme, l'individu que nous sommes, et la société.

Il n'y aurait donc pas de quoi s'étonner des difficultés actuelles. Elles témoigneraient même du progrès que nous sommes en train de vivre : ce serait parce que la société actuelle permet à l'individu libre et responsable, l'homme moderne, d'apparaître et d'exister, qu'il doit affronter des difficultés forcément nouvelles, il se doit donc d'apprendre à les régler.

Des remèdes qui n'en sont pas

La société prétend effectivement régler ces difficultés que rencontrent les individus. On trouve, dans les rayons des libraires, des bibliothèques entières de livres qui prétendent vous aider à soigner votre mental comme on soigne le corps : à coups de recettes individuelles, de psys et autres « *coachings* ».

Mais moins ces techniques marchent, plus on en invente de nouvelles, tant le besoin est et reste important.

Un exemple : les techniques de « *développement personnel* », qu'analyse le sociologue Michel Lacroix (SH 251) : « *De la pensée positive à la programmation neurolinguistique (PNL), de l'analyse transactionnelle au coaching, de l'ennéagramme au process-communication, on a assisté à l'essor d'un vaste « psychomarché », avec une multitude de techniques aux noms souvent hermétiques qui, tournant le dos au projet hédoniste et permissif hérité de mai 68, ont engagé les individus dans la voie du « travail sur soi-même (...) Gestion du stress, maîtrise de la vie émotionnelle, communication, aptitude à l'écoute, charisme, leadership, organisation du temps, réussite – il n'est pas de domaine où les formateurs ne fassent miroiter à leurs clients de spectaculaires progrès. Le développement personnel propose aux individus de passer d'une vie médiocre à une vie intense, en portant leur cerveau à 100% de son régime. Il attire donc tous ceux qui, au-delà de la psychothérapie et de la simple réparation psychologique, rêvent d'une expansion, d'un dépassement de soi, d'un accroissement de pouvoir* ».

Les idées à la base du développement de ces pratiques ont de plus en plus d'influence, car elles rejoignent celles que la société capitaliste préfère : l'idée que la réussite est individuelle, l'idée qu'il faut en faire le plus possible et toujours plus. Le résultat, fait remarquer Michel Lacroix, c'est que les individus vivent de manière de plus en plus tourmentée ; ils sont tout le temps en train de se demander s'ils ne ratent pas leur vie. « *Le souci de l'accomplissement de soi devient torturant. La tyrannie du Moi idéal se substitue à celle du Surmoi. La crainte de la médiocrité remplace la crainte de la culpabilité* ». (SH 257)

Ainsi donc, ces soi-disant remèdes que sont les techniques telles que ce « *développement personnel* » créent au moins autant de problèmes qu'ils prétendent en régler. En clair, ces remèdes sont surtout un bon marché mais pas vraiment des remèdes. Et l'on est donc en pleine contradiction.

Cette contradiction que subit l'individu de la société occidentale à notre époque, les sociologues la connaissent bien. Jean-François Dortier (SH 8), autre sociologue, fait ainsi cet historique : « *les années 80 (1980) ont été décrites comme celles de l'individu-roi. Cette période est marquée par le déclin des mouvements collectifs, l'essor du libéralisme économique, le repli sur la vie privée, le « cocooning », l'essor des loisirs, des activités sportives de masse, le culte du corps. (...) la déception envers les mouvements collectifs conduit à la valorisation de la sphère privée. (...) A partir des années 1990, une nouvelle figure de l'individu émerge : ni celle de l'individu égoïste et replié sur soi, ni celle du sujet volontaire, entrepreneur de sa vie. Une version plus déchirée, éclatée, inquiète, tourmentée s'impose : celle de « l'individu incertain ».* »

Dortier explique, en s'appuyant sur les travaux d'un autre sociologue, Alain Ehrenberg : « *Dans la société actuelle, l'individu est censé prendre en charge, lui-même, un nombre croissant de problèmes. Dans le travail, dans les relations de couple, dans les décisions d'achat, dans les choix scolaires, « partout on vante les vertus de l'autonomie, la responsabilité individuelle ». Chacun est sommé d'agir librement. (...) Là où les mécanismes sociaux favorisaient des automatismes de comportements ou des normes établies, les choix personnels semblent avoir pris le pas sur les contraintes et le destin collectif* ».

Mais quel en est le résultat pour l'individu qui, seul à devoir décider de tout, au lieu que ce soit d'une manière un peu plus collective ou du moins plus sociale ? « *Confronté à l'incertain, aux décisions personnelles, aux choix de vie et engagements, constate A.*

Ehrenberg, l'individu est déstabilisé, dérouté et souffre. Ehrenberg développe cette idée dans un ouvrage qu'il a intitulé La fatigue d'être soi (Odile Jacob 1998). Une pathologie nouvelle naît de ces injonctions permanentes à trouver en soi les ressorts de son action : l'épuisement psychique et la dépression (D'où le recours aux drogues (antidépresseurs, tranquillisants) afin de surmonter les moments de panne et d'effondrement. »

Un autre sociologue, Charles Taylor, évoque d'autres aspects dans l'attitude de l'individu à notre époque. Taylor tente d'inscrire ce problème dans un cadre historique sur le long terme. Partant des temps préhistoriques, il décrit : « *Nos ancêtres pensaient faire partie d'un ordre qui les dépassait. Il s'agissait parfois d'un ordre cosmique, d'une « grande chaîne des êtres » qui assignait à chacun une place dans la société. L'ordre divin assignait et justifiait aussi la place de chacun dans la société : son rôle, son statut, et le sens qu'il doit donner à sa vie (...) La liberté moderne a fini par discréditer ces hiérarchies. (...) L'individu contemporain s'est coupé des vastes horizons sociaux et cosmiques qui régentaient son existence (...) L'affirmation de la vie ordinaire a impliqué, pour certains, la perte de toute dimension supérieure dans l'existence, la valorisation des « petits et vulgaires plaisirs » comme le disait Tocqueville ».*

Tocqueville, dans la première moitié du 19^e siècle, notait donc déjà cette évolution : l'individu, sous la société bourgeoise, voyant sa vie personnelle, individuelle, désormais sans lien avec l'ensemble de la société comme avec les anciennes forces naturelles qu'englobaient les sociétés ancestrales, cet individu va dans certains cas chercher refuge dans un isolement encore plus grand, en y ajoutant en quelque sorte sa propre volonté à ce qu'il doit de toute façon subir.

Et l'on a effectivement, dans le monde actuel, de nombreux signes de cette tendance : ceux qui en ont les moyens vont se forger un minuscule univers dans leur appartement, avec le cocooning. Ou bien, l'on va se forger un nouveau mental où les grandes valeurs ne seront plus celles de la destinée générale de l'être humain mais la satisfaction immédiate de petits plaisirs très matériels. Ainsi un récent succès de librairie vante le fait de savoir apprécier... une gorgée de bière et d'autres plaisirs du même niveau.

Pour Taylor, il s'agit là d'un « *dérapiage de la culture populaire actuelle vers les modalités égocentriques de l'idéal d'épanouissement de soi. »*

Ce sociologue note une autre dérive, « *celle du nihilisme, qui sévit depuis un siècle et demi. Sa figure principale est Nietzsche(...)* ». Nietzsche proclame en effet que seul l'individu compte, et que c'est la société qui le brime. Alors que les philosophes des Lumières affirmaient que la société était un facteur de civilisation, Nietzsche dit qu'il faut au contraire que l'individu se dégage de la société, que cette société n'est que horde collective et primaire à laquelle il faut s'opposer, si l'on veut se réaliser pleinement.

Nietzsche est donc sensible à ce qui, dans la société, contraint l'individu. Mais l'opposition qu'il préconise est ridicule. Il ne voit absolument pas que la richesse de chacun ne peut venir que d'un échange avec les autres hommes. Au contraire, il prétend que chacun, seul, peut et doit s'affirmer, qu'il trouvera en lui la richesse dont la société le pille.

« *Pour beaucoup de jeunes, explique le sociologue Taylor, cette philosophie de la vie propose un scénario captivant dans lequel on peut essayer d'écrire sa vie. Il y a un certain penchant vers la rupture, contre la famille, le système, le capitalisme... « J'ai raison, puisque*

je m'évade ». c'est de là que naissent beaucoup d'illusions sur l'authenticité. C'est un discours très séducteur qui touche beaucoup de gens. Ce n'est rien d'autre qu'une recherche de loisirs (...) ».

Gorgée de bière ou nihilisme, pour Charles Taylor, tous ces comportements individuels ont la même origine : « *L'existence humaine, dit-il, n'a effectivement pas de sens hors de son caractère dialogique fondamental, c'est-à-dire hors du lien qui unit le sujet à autrui. Nous devenons des agents humains à part entière, capables de nous comprendre, et donc de définir une identité, par l'intermédiaire d'une relation à autrui (...) »* et il conclut : « *De ce point de vue, les discours à la mode, qui prônent l'authenticité et l'épanouissement de soi indépendamment de nos liens aux autres, sont improductifs et détruisent les conditions même de l'authenticité ».*

On pourrait ajouter ici que cette idée d'authenticité trouve actuellement une proximité avec la nouvelle idéologie de ce début des années 2000, « *l'écologisme* », si l'on peut utiliser ce néologisme, qui lui aussi recherche un mythique retour à la nature, une authenticité du monde qui fait écho à celle de soi.

Une inégalité sociale de l'individu

Pour finir cette courte énumération des dégâts que la société inflige actuellement à l'individu, je vous cite un rare sociologue qui ose faire le distinguo, ou qui a l'honnêteté de le faire, entre les individus, comme nous le disons depuis un moment, mais aussi selon les classes sociales auxquels ils appartiennent.

Jean-Claude Kofmann c'est de lui qu'il s'agit, commence par décrire cet exemple du changement de comportement de l'individu ces dernières décennies : « *Par exemple, comment élever l'enfant ? La mère transmettait (autrefois) à sa fille les quelques gestes qui étaient nécessaires. Aujourd'hui, la future mère va se mettre, sous fond d'angoisse, à lire plein de livres, à regarder les médias pour savoir quelles sont les bonnes pratiques. Car ce qui circule dans les médias, ce sont les dernières connaissances scientifiques ; les journalistes se tournent vers les scientifiques pour répondre à une demande croissante de connaissances. Cela vaut pour la pédagogie, mais aussi pour l'alimentation.(...) En cinquante ans, on n'imagine pas à quel point, de ce point de vue-là, on a changé de société. »*

Et le problème, explique Kofmann, c'est que, si désormais l'avenir doit venir de notre réflexion individuelle, « *chacun ne peut pas s'inventer comme il le souhaite, on n'a que quelques cartes en main, et l'on doit composer avec notre héritage social .*

(...) Dans les groupes culturellement dominants, ceux qui sont inscrits dans des structures de pouvoir, des institutions très lourdes et stabilisées, vont pouvoir utiliser ça pour avoir une image de soi très positive, une estime de soi importante et faire fonctionner la « machine à réflexivité » (la nécessité de décider seul, par sa seule réflexion, Ndr) au ralenti. Ils sont portés par les institutions, ils y sont adossés. »

Effectivement, dans le monde feutré et très discret de la haute bourgeoisie, les institutions de toutes sortes sont à la fois anciennes, nombreuses et très suivies : depuis les rallyes jusqu'aux organisations de charité chrétienne, des clubs de rencontres très sélectifs aux écoles privées, c'est au fond la vie sociale entière de ce monde des élites dirigeantes qui obéit

à des mœurs, des pratiques, des habitudes, des traditions, et qui va jusqu'à faire de celles-ci son principe signe de distinction, sa culture, au-dessus même de l'argent et du pouvoir.

Dans les couches populaires, dans une partie également des classes moyennes, on a depuis deux ou trois décennies infusé l'idée que toute appartenance à une organisation quelle qu'elle soit, d'ordre politique, syndicale, amicale de locataires, est une perte de sa propre personnalité, une perte d'indépendance, et qu'il vaut mieux apprendre à vivre et s'en sortir seul.

Dans le monde bourgeois, la tradition et l'organisation sous une multitude de formes quadrille toute la vie sociale. Les individus n'ont donc pas à réfléchir en permanence sur tout et n'importe quoi. Certes, des espaces de liberté, où l'individu se targue d'exercer sa personnalité, son goût personnel, existent. Ainsi, sont dévolues aux femmes la décoration de la maison, les réceptions et la vie sociale, la tradition familiale, etc. Mais l'essentiel de la carrière, de la scolarisation, de l'éducation, etc, bien des aspects les plus essentiels trouvent des moules parfaitement vivants et fonctionnels. Et dans ces diverses institutions, l'individu est reconnu, estimé, valorisé, et se trouve donc dans une situation morale de réconfort moral : au travers de l'institution, les autres le reconnaissent comme un individu, certes, mais des leurs, à chacune des étapes de sa vie.

Certains sociologues notent que lorsque le mouvement ouvrier existait, disons jusqu'au début des années 1980 dans les pays impérialistes, cela permettait l'existence d'un minimum d'organisations pour les milieux populaires, et avec elles, l'existence de valeurs servant de guides, laissant moins les gens livrés, abandonnés à eux-mêmes que dans le monde actuel. Le sociologue Charles Taylor, déjà cité, écrit ainsi : « *Le mouvement ouvrier n'était pas seulement un mouvement visant certains buts concrets, il exprimait aussi un besoin de reconnaissance, d'être inclus dans la démocratie qu'il pouvait infléchir* ». Aujourd'hui, le prolétaire, l'ouvrier ne sont plus reconnus en rien, leur existence est niée. Et l'on a honte d'être ouvrier.

En tant que révolutionnaires, nous ne regrettons pas la perte de ce mouvement ouvrier-là. Car il était réformiste, et ne pouvait que finir, d'une manière ou d'une autre, par ressembler à la société capitaliste, avec ses valeurs et ses contradictions. Mais on peut penser qu'un autre mouvement, réellement opposé au système, pourrait également donner fierté et épanouissement, certes pas autant que le permettrait un changement complet de société, mais déjà dans une mesure qui serait un bouleversement par rapport au mode de vie imposé actuellement aux couches les plus opprimées et les plus exploitées.

Mais les couches intermédiaires subissent également le désarroi des individus. Ainsi, nous dit Kofmann, *c'est par exemple (le cas) des intermittents du spectacle : un capital culturel important, et en même temps une position sociale fragile, voire dévalorisée, c'est-à-dire un regard critique sur eux-mêmes, qui vont devoir se battre pour construire une estime de soi, et qui en même temps n'ont pas cet adossement que procurent les institutions* »

Et ce sociologue de conclure : « *Les inégalités sociales ne sont donc pas mortes, elles sont même psychologiquement beaucoup plus intolérables qu'autrefois, mais elles n'ont plus la même forme : elles passent désormais par l'individu* ». (SH 181)

D'autres sociologues se sont intéressés aux possibilités que cette nouvelle situation de l'individu permet au système capitaliste. Dans le monde du travail, David Courpasson

(SH 303) note que « *le management contemporain ne repose plus sur le pouvoir hiérarchique. Il laisse aux individus des marges réelles d'autonomie et de choix. Mais les rapports de domination n'ont pas disparu pour autant : ils reposent désormais sur l'assentiment des personnes qui les subissent* ».

Courpasson démystifie le côté soi-disant progressiste que serait cette autonomie donnée au travailleur ou à l'employé. « *Cette autonomie concerne, dit-il, des décisions qui n'ont pas un caractère irréversible* ». Cela ne concerne pas les décisions importantes. Au contraire, « *en ce qui concerne les décisions stratégiques, on assiste à un mouvement de reconcentration : les décisions capitales sont prises par des cercles de plus en plus étroits. L'allocation des ressources, la nomination aux postes-clés, la « gestion des potentiels », ce qui relève de l'univers politique de la firme est mené par une véritable oligarchie managériale* ».

Résultat : « *On observe ainsi un débordement d'énergie des salariés en ce qui concerne la gestion de leur carrière et au niveau quotidien, local de leur travail. Mais cela va de pair avec ce que l'on peut appeler une apathie politique, un désengagement quant au destin collectif de la firme. Les salariés font preuve d'une grande résignation quant à leur capacité à transformer les relations au sein de l'entreprise* ».

Courpasson poursuit : « *l'organisation contemporaine dispose de moyens souples de contraindre et de sanctionner des décisions individuelles qui ne sont pas jugées en cohérence avec ses besoins. C'est ce que j'appelle la « domination douce ». C'est une forme discrète d'exercice du pouvoir qui repose sur la recherche d'assentiment de la part des personnes.* »

Un exemple : on propose à un cadre une décision à prendre dans son travail, qui voudra dire pour lui plus de responsabilités, et plus lourdes. Mais on ne l'oblige pas. Il lui est toujours possible de refuser. Seulement, il vaut mieux ne pas refuser. Refuser revient à s'écarter : la nouvelle se répand chez les autres cadres, vous avez refusé une chance qui vous est offerte. Vous allez finir par ne plus être invité aux réunions, et finalement être mis sur la touche, écarté.

On voit donc ici que la soi-disant autonomie plus grande et la soi-disant responsabilité qui donneraient plus de liberté, sont biaisées. Elles existent certes mais ne sont réelles que dans certaines conditions, dans certaines limites, et pour un usage qui va toujours dans le sens voulu par le système qui donne ces qualités nouvelles aux individus.

Le fonctionnement que l'on a vu ici dans le cadre de l'entreprise, d'autres sociologues le voient pour ce qui est de l'ensemble de la vie sociale. Danilo Martuccelli dit ainsi : « *On n'impose rien. Vous pouvez devenir auteur de votre vie en mobilisant une pluralité de modèles. A vous de choisir. Personne ne vous dira ce qui est bien ou mal. La sanction, car sanction il y a, s'exprime cependant aux moments où se manifestent les conséquences de vos actes.* » Et ce chercheur au CNRS poursuit : « *La responsabilisation implique que chacun est responsable non seulement de ses actes (...) mais de tout ce qui lui arrive. Les individus sont alors toujours responsables soit d'avoir fait quelque chose, soit d'avoir omis de faire quelque chose dans le passé. La responsabilisation est le fait d'être toujours renvoyés à vous-mêmes et aux conséquences de vos actes* »

Seul l'individu supporte donc toutes les conséquences. La société, l'organisation de la collectivité, en est ainsi exonérée. Elle, n'est responsable de rien. Ainsi, pour prendre

l'exemple d'un individu chômeur ou précaire, « *c'est à son niveau (de chômeur isolé, Ndr) qu'il doit parvenir à identifier les mécanismes par lesquels il parviendra à se mettre à l'abri du chômage, de la précarité, de la maladie, etc. Cela équivaut à transformer des causes de plus en plus lointaines et opaques en des fautes de plus en plus proches et personnelles* ».

Le système n'est plus responsable de rien, l'individu est responsable de tout. Or, rien n'est moins vrai. On sait par exemple que le pourcentage de gens au chômage est très variable selon l'âge, selon le milieu social dont on provient, etc. La société, son organisation, y ont donc bien une influence. Mais tout ceci est gommé, grâce au beau vernis de l'individu. Dans le cas des chômeurs, les responsables du système l'ont si bien compris qu'ils ont développé tout un système de stages, de retours plus ou moins obligatoires à l'activité professionnelle, pour contraindre l'individu « *à intérioriser son échec et à le voir comme le fruit de sa propre activité individuelle* ». (SH 319)

Dernier point que nous mentionnons ici dans les analyses des sociologues. Celui touche à la politique. Dans Le Monde daté 5 et 6 septembre 2010, le sociologue Alain Touraine tente d'analyser le recul du politique et les nouvelles formes qu'il prend : « *Nous sommes en train de sortir de la période du social comme nous sommes sortis jadis que la période du politique, et avant, de la période du religieux. La Grande affaire, c'est qu'il est arrivé une météorite qu'on appelle la globalisation et l'économie est désormais hors contrôle. Cela signifie que le social, les grands partis, les syndicats, tout cela ne pèse plus rien.*

La gestion de l'économie a disparu. Le social s'est cassé en morceaux. D'un côté, vous avez du communautarisme défensif et agressif ; de l'autre, un individualisme de consommation, de désocialisation. Et au milieu une politique qui est devenue purement médiatique. Une politique faite d'assemblages de mots, d'images et de vide. »

Il faut cependant rappeler ici qu'Alain Touraine se rangeait lors de la grève de Décembre 1995 parmi les plus virulents contre ce mouvement social, et particulièrement contre le fait que la grève dépassait les cadres syndicaux. Est-ce l'apathie apparente de ce mouvement depuis de longues années qui l'inquiète maintenant ? En tout cas, Alain Touraine se pose la question de ce qui pourrait, actuellement remobiliser le corps social.

Pour lui, il faut regarder du côté du « *scandale moral, pas le moralisme ou la moralisation, mais l'insupportable. Nous avons pour cela en France suffisamment d'éducation et de traditions, qu'elles soient celles du mouvement ouvrier ou du christianisme. Nous avons une sensibilité, à la différence de nos gouvernements ou de nos tribunaux, qui se comportent souvent mal en matière de droits de l'homme. Le rejet de l'autre, le bouc émissaire, le racisme, qui se répandent dans un langage de braves gens, voilà des thèmes, les grands scandales du déni des droits humains.*

En tenant ce discours, vous pouvez mobiliser les gens, les ressources, alors que si vous employez un langage politique, vous n'accrochez pas. Vous ne pouvez accrocher que si vous opposez à un social en déliquescence les absolus dont nous avons fait le meilleur usage pendant des siècles : les droits de l'homme, la dignité humaine. Je ne dis pas du tout que cela remplace la politique. Vous ne pouvez pas reconstruire la société autrement. (...) Que vous soyez sur l'Altiplano, les contreforts himalayens ou une route africaine, les gens disent tous la même chose : « Je veux être traité comme un être humain, je ne veux pas être humilié, je veux être respecté ».

Retenons en tout cas cette observation : même à l'heure où le politique est dénigré, déconsidéré, rejeté, l'on peut chercher les mots et les idées qui peuvent toucher et mobiliser pour préparer des changements.

Quelle histoire de l'individu ?

Arrivé à ce constat d'un individu rendu plus libre mais dont la responsabilité est utilisée pour le dominer, il est temps, si l'on veut approfondir la compréhension, de chercher à disposer d'une histoire de l'individu : quand apparaît-il dans l'histoire, à quoi cette apparition est-elle liée ?

Là, nous avons un problème. Nous disposons d'une analyse récente, matérialiste, marxiste, que fait Tom Thomas dans un ouvrage rédigé en 1993, « *Une brève histoire de l'individu* ». Mais il nous semble manquer un point important sur ce qu'il dit des hommes des sociétés premières.

Il ne semble pas y avoir eu là l'effort d'actualiser et d'utiliser les découvertes qui ont été faites après que Engels ait rédigé l'ouvrage mythe du marxisme *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884, disponible sur le site marxists.org) L'on avait alors une vision très déterministe : si les hommes ne produisaient pas, c'est qu'ils n'avaient pas à leur disposition les techniques et les outils. Dès lors qu'ils les ont eues, la division du travail a produit un surproduit social, des richesses que l'on peut accumuler. Il est alors devenu intéressant de se les approprier, notion jusque là inconnue. Avec l'apparition de la propriété privée, naissent les classes sociales, et pour maintenir la société malgré cette contradiction d'intérêts, la classe dominante doit user d'un appareil d'Etat.

Les grandes lignes de ce schéma restent valables. Mais des découvertes obligent à modifier certaines manières de voir. Ainsi, la vision du 19^{ème} siècle impliquait que les villes, lieu s'il en est d'une division du travail, soient aussi le signe de l'existence d'un Etat. Nous savons aujourd'hui que ceci est erroné.

De nombreuses découvertes archéologiques témoignent que des villes ont existé depuis 11 000 ans, or l'on sait que l'Etat n'a commencé à apparaître qu'il y a 6000 ans. Un stade de l'humanité a donc existé, la ville sans Etat, durant des milliers d'années. On ne peut alors le considérer comme une simple transition. Non, les hommes du néolithique ont su vivre et se développer sans Etat, et c'est probablement dans une lutte renouvelée contre son apparition qu'il faut comprendre l'apparition si tardive ensuite de l'Etat, il y a 6000 ans, lentement, très ponctuellement, à une vitesse d'expansion très lente, restant inconnu –ou du moins étranger- de la majorité des hommes sur Terre, au moins jusque vers 500 avant Jésus-Christ.

Rares sont ceux qui mettent en lumière cette réalité. Les chercheurs, les historiens, préfèrent continuer de laisser croire que vivre sans Etat, c'est forcément vivre en chasseur cueilleur, en homme des bois. Et ainsi nous faire admettre l'existence de l'Etat comme un mal nécessaire, le support de la vie civilisée.

Ton Thomas écrit : « *On sait bien que l'individu n'existe pas dans les premières formes humaines communautaires (hordes, clans, tribus, etc). Dans ces formes sociales primitives chacun n'est qu'un élément, un membre de l'ensemble, sans indépendance*

personnelle, n'existant que par et pour lui-même mais seulement par et pour cette communauté, qui est l'être de tous. » Puis il passe directement à l'esclavage, au servage, c'est-à-dire aux sociétés avec Etat.

On ne peut être que d'accord avec sa manière de parler si l'on parle des hommes préhistoriques, des chasseurs-cueilleurs. Mais le marxisme se devrait ici de faire une distinction, et de réfléchir et analyser cette existence de plusieurs milliers d'années de sociétés humaines vivant dans des villes et sans Etat, peut-être à côté d'autres vivant en chasseurs cueilleurs, mais tout de même ayant bel et bien existé, et de manière durable. Peut-on alors parler de hordes, clans, tribus pour ces habitants des premières villes ? de toute évidence, non.

Pas d'individu, nous en sommes d'accord, dans les premières communautés humaines, lorsque le mode de vie est celle du chasseur-cueilleur. Mais l'on peut penser que l'évolution vers une vie urbaine, pendant plusieurs milliers d'années, a créé une nouvelle forme de société : avec une division du travail évidente, des artisans et des métiers différents, des échanges nombreux, une vie collective développée, des milliers d'habitants vivant de manière coordonnée, pendant des siècles et même des millénaires, tout ceci encore une fois et dans toute cette période : sans Etat. Eh bien, l'on peut penser qu'on avait là un homme de type nouveau.

La maîtrise de l'habitat ne pouvait que donner, par exemple, une nouvelle assurance en l'homme de cette époque, face aux forces de la nature. La maîtrise également de la nourriture, avec le plein épanouissement néolithique de l'agriculture et de l'élevage ne pouvait que pousser l'humanité au-delà des religions primitives de la préhistoire. Et cet homme, qui commence à se sentir maître des forces naturelles, je ne vois pas d'autre mot qu'individu pour l'appeler.

Il nous est bien difficile d'imaginer cet individu-là. Car il est foncièrement différent de l'individu actuel. L'Etat, cette institution qui domine tous les hommes, et par laquelle une minorité domine la majorité, est donc apparu il y a 6000 ans dans quelques villes en Mésopotamie, puis en Egypte il y a 4700 ans, au Pérou il y a 3800 ans, il y a 3600 ans sur de petites régions en Inde, en Chine, en Grèce. Il n'est présent sur l'ensemble de l'Europe que depuis 2200 ans.

On voit donc que l'Etat ne s'est pas répandu à toute vitesse. Les hommes, les sociétés sans Etat ont résisté, durant des millénaires, à sa domination, à son imposition sur la société humaine. Et c'est un des motifs qui nous persuade qu'un homme de type nouveau a pu se développer, différent du chasseur-cueilleur qui subit la nature, qui doit se déplacer pour se nourrir et vivre.

Mais depuis environ 2000 ans, sur l'ensemble de l'Europe, sur une part importante de l'Afrique, et sur l'essentiel de l'Asie, les hommes sont sous le joug d'un Etat. Celui-ci gagnera largement les Amériques à la suite de la colonisation espagnole, il y a 500 ans, massacrant au passage des millions d'individus libres et dignes.

L'Etat ne fait pas de cadeau. Partout, une fois installé, il tend à se renforcer, à pénétrer tous les pores de la vie sociale, à en contrôler le moindre geste. Il commence par les moments essentiels de la vie, naissance, mariage, mort, puis gagne chaque fête traditionnelle, chaque geste quotidien. Des siècles de vie sous Etat ont fait plusieurs sortes d'humains et d'individus. La plupart sont soumis, soumis à Dieu, aux autorités, au roi, au Président, aux partis

politiques, à leur représentant local, à des mafias qui sont des Etats non reconnus et parasites de l'Etat officiel.

L'Etat a dépossédé les individus de nombreux pouvoirs, en particulier sous le règne de la bourgeoisie capitaliste. Tom Thomas donne une analyse éclairante de cette situation. L'Etat capitaliste ayant ramené tous les intérêts au seul intérêt économique, il a par la même occasion séparé les individus. Les travailleurs sont dépossédés de la propriété de leurs instruments de travail, puis de leur qualification, qui sont transposées dans des machines dont seuls les capitalistes sont propriétaires ; quant aux capitalistes, ils sont eux-mêmes en concurrence les uns avec les autres ; leur société n'en est plus une, il n'y a plus de lien commun ; chacun est libre de produire ce qu'il veut, il ne saura qu'après coup si ce qu'il a produit est utile socialement, est vendu ou pas. La société s'émiette dans l'échange marchand.

C'est pourquoi le monde bourgeois a dû inventer une société fictive : il en appelle les membres des « *citoyens* ». Mais ces citoyens, eux non plus, ne sont pas en lien les uns avec les autres. Ils sont reliés par le biais d'institutions, sous la coupe ou en lien avec l'Etat, qui les contrôle et y exerce un droit de regard. Le citoyen n'a qu'une chose à faire : aller dans l'isoloir –tout un symbole-, pour voter. Il n'a même pas contribué à constituer la liste des candidats. « *Le citoyen, écrit Tom Thomas, est l'individu qui aliène son pouvoir social dans la représentation politique. Plus il délègue par le vote et moins il a de pouvoir. Et quand il ne vote pas, c'est encore pire : on le lui prend de force. Ce qui est d'ailleurs le cas général, le pouvoir d'état réel appartenant de plus en plus à une bureaucratie non élue* ».

Cette société compte donc une majorité d'individus dépossédés et une minorité qui participe aux décisions, à l'organisation de la vie et à ses transformations. Certaines minorités de décideurs, certains artistes, certains chercheurs, ont sans doute un sentiment de pleine disposition de leur sort, de leur vie, de leurs capacités.

Mais pour ceux qui décident en tout cas, ces gens-là savent que leurs décisions ont pour conséquence de maintenir, d'entretenir et de reproduire jour après jour l'existence de tout un monde soumis, qui va des plus exploités, de ceux qui sont à l'abandon le plus extrême à ceux que le système favorise de manière relative (aristocratie ouvrière), jusqu'à ceux – essentiels- dont on utilise le travail pour le bien être du système, la reproduction et l'extension du capital.

Lorsqu'on a une responsabilité dans ce système, on ne peut être un individu moralement grand et pleinement digne de soi. Certains seront cyniques, acceptant le système et choisissant de le défendre ouvertement, se faisant sa chose, donc s'y aliénant. D'autres vont chercher à compenser ce qu'ils doivent faire dans leurs fonctions officielles par des œuvres de charité ou de mécénat, bref une forme d'activité qui indique que l'individu n'est pas satisfait pleinement de la vie qu'il mène ; sa conscience est coupée en deux, et il tente de racheter une part en en développant une autre. D'autres vont se murer dans une indifférence totale vis-à-vis de ceux qui « ne s'en sortent pas », ou théorisent leur échec. Le cerveau humain est toujours d'une redoutable efficacité quand il s'agit de trouver des justificatifs à sa propre existence. Et l'on peut ainsi trouver tout un arc en ciel de caractères et de tempéraments, parmi les couches aisées.

Cette société est déchirée, sur le fond, en des intérêts opposés, contradictoires. C'est cela qui, en profondeur, détermine la constitution chez les adultes des tempéraments, des attitudes, les unes hautaines, ou méprisantes, d'autres condescendantes, ou celles en majorité

de soumission avec là aussi diverses nuances d'acceptation et de soi disant rébellion qui ne sont presque toujours que des replis sur soi individuels. C'est bien le déchirement de l'ensemble qui abîme ainsi les uns et les autres, d'une manière ou d'une autre.

Seule une société humaine où les intérêts immédiats, ceux qui donnent droit à se loger, se nourrir, se vêtir, recevoir une éducation, seront offerts à tous, pourra en finir avec les innombrables bassesses qu'entretient et développe la société actuelle.

Il subsistera certainement des difficultés à vivre, dans toute société. Mais au moins elles ne seront pas du même ordre, basement matériel, ou moralement aliénantes, que celles que nous devons subir dans la société actuelle. Les problèmes moraux seront d'un niveau plus élevé, parce que la société tout entière, libérée de l'entrave fondamentale de l'inégalité sociale produite et reproduite en permanence, cette société neuve élèvera tous ses membres mutuellement, dans des échanges qui pourront se développer et s'enrichir, une fois oubliées les relations humaines mesquines, apeurées, calculées, qu'engendre actuellement l'injustice, l'inégalité, les exploitations, les écarts de condition sociale.

Mon avis est donc, pour résumer, que l'individu a connu, dans le passé néolithique, un épanouissement que nous ne pouvons connaître aujourd'hui, du fait de l'Etat et des classes sociales. On peut seulement en avoir une idée, lorsque l'on regarde, par exemple, le caractère, le tempérament d'un « Ishi » (cf « Ishi, le dernier des Yahis »). Mais ensuite, l'apparition de l'Etat a aliéné cet individu épanoui du néolithique. L'histoire, l'évolution, n'est pas linéaire.

L'individu a repris plus tard un certain essor, avec la naissance et le développement du capitalisme et des rapports de propriété privée. Mais il le fait d'une manière étriquée, où la seule valeur est l'argent.

Tom Thomas écrit ainsi : « *Les caractéristiques de l'individualisme moderne hostile aux individus sont bien connues. Rappelons-en quelques traits : l'individu n'y existe que dans le paraître, dans les signes attribués aux choses qu'il possède (ce que certains ont appelé « société de consommation » où tant ont si peu à consommer). Sa « réussite » n'est qu'argent, se mesure en argent. Il vit dans l'isolement, dans l'indifférence réciproque, l'hostilité. Il vit par procuration devant sa télé, parfois en achetant un voyage organisé comme une pseudo aventure (...) La solidarité n'est qu'une froide et anonyme redistribution organisée par la force de la loi, et réduite au strict minimum par lequel la classe dominante espère acheter la paix sociale nécessaire à ses affaires ».*

Tom Thomas reprend la date d'apparition de l'individu actuel que donnent de nombreux sociologues ou penseurs bourgeois, en Europe au 13^{ème} siècle environ, pour ce qui est de l'apparition de l'individu, l'homme commençant à agir librement par rapport à la communauté. C'est le développement de la petite propriété qui s'accompagne d'une affirmation progressive de certains hommes, au début, les marchands, comme individus. Et ce sera la révolution bourgeoise de 1789 qui mettra au premier plan cette propriété.

La révolution française est une révolution qui fait table rase de l'ancien mode de vie communautaire. Dans la période précédente, le servage féodal, écrit Tom Thomas « *n'est pas un simple rapport de force de dominant à dominé. Comme dans la communauté primitive, le serf et le seigneur sont d'abord dans des rapports de dépendances personnelles, de même que les vassaux et leur suzerain, les laïques et les puissances religieuses (...) La société médiévale est une communauté reliée à la terre, dont elle est le mode d'appropriation »*

Même l'artisan des villes, au Moyen Age, vit encore au fond sous le régime de la communauté. Il est organisé en corporation. « *Le système des corporations n'est rien d'autre que l'adaptation du système communautaire à cette situation spécifique où la propriété ne porte plus sur la terre mais sur les outils (...) Toutes les règles corporatives, l'apprentissage, le compagnonnage, ont pour objet de conserver à la corporation le pouvoir de définir et de transmettre les façons de produire ; (...) Chacun ne produit que les biens estimés nécessaires, des valeurs d'usage, et ne travaille pas plus que cela* ».

Mais, « *au contact les unes des autres, les communautés pratiquent le troc* ». Puis celui-ci, d'abord très secondaire, s'étend, et devient échange marchand. On se met de plus en plus à produire pour vendre. Et c'est alors que les choses changent : le fait de produire pour échanger, et non plus pour satisfaire les besoins de la communauté, ce fait pousse à se comporter en propriétaire individuel de ce qu'on échange, ou de ce qu'on produit pour l'échange. C'est alors que les artisans des villes commencent à revendiquer contre l'ancien ordre des corporations.

Et c'est donc aux environs du 13^{ème} siècle en Europe que l'on voit un développement important des techniques de production, contribuant à l'accroissement des échanges marchands. 1789 va annoncer la mort des corporations, héritage ancien du mode de vie basé sur l'esprit de communauté : c'est la loi Le Chapelier qui abolit toute contrainte corporatiste, en interdisant toute organisation ou association professionnelle : la liberté de produire, de vendre, d'échanger, autant qu'on veut, comme on veut, où on veut, est ainsi proclamée.

Avec cette nouvelle liberté, s'affirme pleinement l'individu qui se sent enfin libre, du moins pour celui qui a ou qui a encore quelque chose à produire, à vendre ou à échanger, celui qui est propriétaire de quelque chose. L'on devient libre de vivre où l'on veut, de se marier avec qui l'on veut, de mener le métier que l'on veut, ce qui n'était pas le cas auparavant. C'est en tout cas le principe qui est proclamé. Mais cette liberté prendra un sens différent selon que l'on a ou pas des valeurs à échanger, selon que l'on est propriétaire ou pas de moyens de produire.

Seulement en même temps que la liberté de l'individu est proclamée comme jamais, avec l'effondrement définitif des anciens liens sociaux, basés sur une idée de communauté, s'effondre pour chacun des nouveaux individus le rapport à la collectivité : chacun ne se sentira plus responsable des autres, mais vivra au contraire l'autre comme un concurrent. Le sens même de la communauté humaine va s'évanouir, se déliter, s'effriter sans cesse, comme la mer sape une falaise. A la place, le nouveau système, capitaliste, va montrer l'immensité de ses contradictions : ce n'est que conflits d'intérêts, luttes économiques incessantes, crises et gâchis, guerres d'une ampleur toute nouvelle.

Individu, communauté, communautarisme

Le communautarisme, les tenants de la société actuelle le dénoncent. Et comme il prend souvent une apparence ethnique, voire ouvertement raciste, nous aurions, nous aussi tendance à penser exact de le dénoncer. Mais les choses sont plus complexes, et il est important d'avoir le recul et la connaissance de l'histoire pour juger correctement du phénomène.

Or, ce que nous dit l'étude historique, c'est que les origines de l'homme sont dans une société qui n'est pas émiettée, qui est au contraire soudée, et c'est cette société où les liens humains se confondent avec les autres rapports, y compris de domination, c'est cette société que l'on nomme communauté.

Il y a donc quelque chose de « naturel » à la vie en « communauté ». Les hommes ont besoin de vie sociale, d'échange avec d'autres hommes, et l'ensemble des hommes qui échangent entre eux, c'est cela une communauté. L'échange marchand capitaliste, lui, supprime tout échange, ou plutôt le rend abstrait, par l'intermédiaire de l'argent. On ne sait plus pour qui, combien, il faut produire quand on travaille, ni qui va s'en servir. C'est un marché aveugle, qui, après coup, règle la question et donne la réponse en termes de quantités. L'on ne se connaît plus. L'on ne maîtrise plus l'échange, et le travailleur, en plus, a fini par perdre et la possession de ses outils, et celle de ses compétences dans le travail, désormais incorporées dans des machines.

Ainsi, le capitalisme, d'un côté, a recréé une forme d'individu, qui se concrétise et prend tout son sens quand il s'agit d'un propriétaire privé : il est libre d'user de sa propriété comme il l'entend, telle est l'essence de la liberté. Mais cet embryon d'individu crée, alimente, un besoin, une aspiration, à une existence moins étriquée en tant qu'individu.

Ce besoin va naturellement chercher à recréer ce que le capitalisme détruit, la communauté. Mais actuellement, la tendance est à constituer des communautés qui sont des impasses : sur la base de la couleur de la peau, de l'ethnie d'origine, de la bande d'un quartier, etc. L'idée de « *droit à la différence* » ne va pas plus loin, et est donc de ce point de vue également réactionnaire.

Dans ces regroupements-là, l'individu se retrouve en fait esclave de nouvelles règles moyenâgeuses, parfois barbares. Et il voit tous ceux qui ne font pas partie de « sa communauté » comme des étrangers à rejeter, voire des ennemis.

Au Moyen âge, une communauté ne pouvait se définir que sur une base géographique étriquée, il n'y avait guère de moyens de transports, d'image même des autres humains. Mais aujourd'hui, tout le monde a vu des images de la plupart des peuples de la planète, chaque objet utilisé est le fruit d'une économie qui touche les quatre coins du globe. La seule communauté qui ait un sens est celle de l'ensemble humain sur Terre.

Tom Thomas revient enfin sur le fascisme, en Europe, et voit sa réussite en partie dans le fait qu'il offrait un espoir de futur meilleur, fondé sur un nouveau mythe de la communauté. Selon les fascistes, la communauté ancestrale aurait été souillée, détruite, par la lutte des classes, les internationalistes, les étrangers. Il prétendait donc faire renaître les vieux liens communautaires et c'était là l'un de ses attraits. Le fascisme, finalement, va au contraire, nier totalement l'individu, l'écraser sous le poids de la foule, de la masse uniforme et obéissante. Mais il répondait, dans sa propagande, à un besoin profond, celui de réunir une société déchirée.

Il nous faut donc, en tant que révolutionnaires et socialistes, manipuler avec délicatesse et précaution cette idée de communauté. Ne pas la rejeter d'emblée, sans quoi l'on risque de fait de provoquer ce communautarisme-là. Il est plus juste de comprendre le besoin, humain, de communauté, y compris celui bien réel qui est que les communautés par lieu

géographique, origine commune, sont une réalité, et peuvent donner un sentiment de protection, dans un monde où la société ne protège plus les individus.

Cela dit, si nous ne devons pas rejeter trop hâtivement le communautarisme, nous n'avons pas non plus à le soutenir, tendance qui existe de toute évidence à l'extrême gauche. Nous devons chercher les moyens de dénoncer la forme qu'il prend, pour tenter d'aiguiller nos auditeurs vers une autre vision de la communauté humaine, et aller vers l'idée d'avenir d'une communauté la plus élargie possible, que notre socialisme pourra concrétiser.

Une société socialiste saura concilier l'existence de communautés de langue, de région d'origine, voire de religions, héritées d'un passé douloureux que l'on commencera à dépasser, et porteuses d'une histoire collective subie, avec une pratique ouverte et nouvelle, de connaissance et de reconnaissance des autres, d'absence de toute hiérarchie et de refus de toute idée de domination. En même temps, une société socialiste saura développer de nouvelles visions « communautaires », où le sentiment d'appartenir à la même humanité pourra prendre une place centrale et enrichie.

septembre 2010

Éléments de bibliographie

L'individu contemporain, regards sociologiques,
Xavier Molénat, Editions Sciences humaines 2006 (noté ici SH)

Les uns avec les autres
François de Singly, Pluriel Hachette, Armand Colin 2003

Une brève histoire de l'individu
Tom Thomas, Albatroz 1993 (noté ici TT)

La conception matérialiste de l'histoire
Georges Plékhanoff
Editions de la liberté 1946